



CICR - AOÛT 2013

BULLETIN

LE MALI RENOUVE AVEC L'ESPOIR

Au terme de plus d'une année de conflit, le nord du Mali voit un lent retour à la normale. Les armes se sont tues, et les premières familles qui ont fui la violence, soit ailleurs dans le pays, soit au-delà de ses frontières, commencent timidement à rentrer au bercail. On assiste aussi au retour progressif de l'administration d'Etat, qui tente de remettre sur pied écoles, centrales électriques et services de santé publique.

LE CICR RENFORCE SA PRÉSENCE AU MALI, POUR MIEUX ASSISTER LES POPULATIONS AFFECTÉES PAR LE CONFLIT

Mais cette renaissance reste encore bien fragile. Le conflit, avec sa litanie de destructions, a gravement perturbé la vie économique, alors que les activités agricoles et d'élevage avaient déjà souffert de la sécheresse de l'année 2011. Du coup, des centaines de milliers de personnes vivent encore dans la précarité, qu'il s'agisse de familles ayant fui leur domicile, de celles qui les ont généreusement accueillies, ou encore de familles rentrant dans leurs maisons dévastées ou leurs champs restés à l'abandon durant de longs mois.

En un mot, les défis humanitaires demeurent de taille. C'est pourquoi le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui travaillait au nord du Mali depuis une vingtaine d'années déjà, mais dont les opérations étaient initialement dirigées depuis Niamey, renforce désormais sa présence sur place. Ce premier Bulletin entièrement dé-

dié au Mali coïncide avec l'ouverture d'une délégation à Bamako, et avec le fait que, pour le CICR, le Mali est désormais devenu la deuxième opération la plus importante dans le monde en termes budgétaires. C'est là le signe de la détermination de l'institution à rester aux côtés de la population malienne affectée par le conflit et à la soutenir dans ses efforts pour renouer avec une vie normale.

Ce Bulletin est aussi l'occasion d'éclairer les activités multiformes du CICR au Nord Mali durant l'année écoulée, qu'il s'agisse de son soutien à l'Hôpital de Gao, de la fourniture de carburant pour assurer l'approvisionnement en eau potable de Gao, Tombouctou et Kidal, ou encore de la distribution d'aliments aux familles les plus vulnérables. Nous avons aussi donné une place à quelques moments de joie illuminant les ténèbres, telle une naissance mira-

culeuse ou encore une famille séparée à qui un simple message redonne espoir.

Rien de tout cela n'aurait été possible sans la coopération étroite et constante de la Croix-Rouge malienne (CRM). En cette année où le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge célèbre son 150e anniversaire, je souhaite personnellement rendre hommage à cette collaboration, et aux volontaires de la CRM qui portent le flambeau de l'humanité sur tout le territoire malien.

Jean-Nicolas Marti
Chef de délégation du CICR



CICR

COMMENT L'HÔPITAL DE GAO A SURVÉCU PENDANT LA CRISE

Au début du conflit en 2012, pillages et fuite du personnel médical semblaient condamner l'hôpital de Gao, et du coup les malades graves de la région. Mais l'action courageuse d'un collectif de médecins, bientôt soutenu par le CICR, a redonné la vie à cette structure essentielle pendant plusieurs mois.

Après plus d'une année de violences, la vie reprend petit à petit à Gao, la principale ville du nord du Mali. A l'Hôpital Hangadoumbo Moulaye Touré, le Dr Moulaye Djiteye, rencontré fin juillet, déroule le fil de ces mois de lutte pour la survie de la seule structure hospitalière de référence de la moitié nord du pays.

Nous sommes fin mars 2012, et la ville est frappée de plein fouet par le conflit armé dans le nord. Saccagé et pillé, l'hôpital ne peut plus assurer sa fonction, et les décès se multiplient faute de soins. «La majorité des médecins, ainsi que la direction de l'hôpital, avaient rejoint Bamako, et ici c'était un

chaos total», raconte le Dr Djiteye. Le médecin mobilise alors quelques rares jeunes médecins originaires de Gao qui étaient restés dans la ville, L'Action Humanitaire Gao (AHG) était née, avec le Dr Djiteye à sa tête. L'enjeu : être à nouveau en mesure de subvenir aux besoins médicaux d'un bassin de population de 300.000 personnes.

En quelques jours, l'hôpital est nettoyé, et une action est lancée pour récupérer une partie du matériel disparu (même les tables avaient été emportées). Un groupe de marabouts est même recruté pour servir de traducteurs et d'intermédiaires avec les groupes armés. Pour faciliter l'accès aux soins aux nombreuses personnes vulnérables ayant par ailleurs perdu leurs moyens de subsistance, le collectif décide la baisse du coût des soins, et la gratuité des hospitalisations. Le 12 avril 2012, l'hôpital rouvre, avec un embryon de services : gynécologie, urgences, et pharmacie. Mais comment faire tourner la structure avec si peu de moyens ?

Hôpital régional de Gao appuyé par le CICR en médicaments et matériel médical.



LE CICR ENTRE EN SCÈNE

La réponse arrive fin mai, avec l'arrivée du CICR, qui prend entièrement en charge l'hôpital. «Le CICR a réhabilité l'infrastructure, nous a fourni des médicaments, et établi des primes de motivation pour le personnel, qui ne percevait plus son salaire. Et ceci jusqu'à ce jour», résume le Dr Djiteye.

Au terme d'une convention signée avec l'AHG, la gratuité des soins est assurée pour les blessés liés aux violences armées, et une équipe médico-chirurgicale du CICR composée d'un chef de projet, d'un gynécologue obstétricien, d'un médecin à tendance anesthésiste, de deux chirurgiens nigériens et de deux infirmières maliennes vient en appui au personnel sur place. De manière cruciale, le CICR fournit du carburant à la centrale électrique qui permet d'alimenter en électricité la ville, et donc l'hôpital, pendant quelques heures par jour. Plus tard, pour assurer l'autonomie de l'hôpital, le CICR y installera un générateur de 150 KVA, avec une dotation mensuelle de 1.000 litres de carburant, rendant ainsi possible un fonctionnement de 24 heures sur 24.

«Le soutien du CICR a été déterminant, y compris sur le plan psychologique», estime aujourd'hui le Dr Djiteye. «Plus d'une fois, nous avons eu la tentation d'abandonner, mais la présence du CICR nous a toujours permis de retrouver le moral, même aux pires moments.»

AFFLUX DE BLESSÉS GRAVES

Les défis n'ont pas manqué. Parmi de nombreux épisodes difficiles, l'un a particulièrement marqué la mémoire du médecin : l'arrivée de plusieurs blessés très graves, tous des jeunes hommes, dont la vie ne tenait qu'à un fil. «Ce jour-là, nous avons travaillé depuis 13 heures jusqu'au lendemain à 5 heures du matin. Heureusement, ils s'en sont tous sortis avec la vie sauve.»

Il arrive aussi que l'hôpital reçoive des cas (sérieux) venus de Kidal, à 400 km au nord de Gao. Ainsi, deux blessés par balles ont été évacués vers la fin juillet par route de Kidal, pour être soignés à Gao.

UNE NAISSANCE TRÈS INHABITUELLE

Au milieu des combats et des blessés affluant sur l'hôpital de Gao, il y a aussi eu des moments de joie. Comme le soir où une mère a accouché, à la surprise générale, de triplés !

C'était un soir de janvier 2013, et l'instabilité régnait à Gao. Dans son hameau à la périphérie de la ville, Agaïchatou, mère de deux enfants, avait toutefois un souci bien plus pressant : sa grossesse arrivait de toute évidence à terme. Et les choses ne se passaient pas bien.

«Pour mon mari, il n'y avait plus le choix, il nous fallait braver l'interdiction de sortir la nuit, malgré les risques. Quand nous sommes arrivés à l'hôpital, je me sentais plus morte que vive, tellement les douleurs étaient violentes. Le docteur qui m'a accueillie a très rapidement annoncé qu'il me fallait une césarienne», se souvient Agaïchatou, en berçant doucement deux de ses trois bébés.

Agaïchatou avait de la chance. L'hôpital de Gao, réhabilité par le CICR suite aux destructions et aux pillages de l'année précédente, était la seule structure de référence dans la région en mesure de faire face à ce genre de situation. Le Dr. Boubacar Dicko, chef de projet intérimaire du CICR à l'hôpital, opéra sans tarder. Et, à la surprise générale, ce ne

fut pas un, mais trois bébés qui naquirent : trois petites filles en parfaite santé, que leurs parents nommèrent Sagada, Sagaidatou et Hawa.

Les risques avaient pourtant été réels. «Lorsque cette dame est arrivée, son taux d'hémoglobine était très bas, se rappelle le Dr. Dicko. De plus, nous avions peu de personnel médical sur place, car nos jeunes médecins étaient rentrés à Bamako pour des examens. Les malades affluaient, et c'était la septième césarienne de la journée».

Mais cette opération-là, le médecin s'en souviendra toujours. «Si je ne me trompe pas, je dois avoir un millier de césariennes à

mon compte. Mais une naissance de triplés, ça, je n'avais jamais vu ! En plus toutes les trois sont non seulement vivantes, mais en bonne santé. Vraiment extraordinaire !»

Comme la famille d'Agaïchatou n'a guère de moyens financiers, le CICR a pris tous les frais d'hospitalisation à sa charge. De plus, le Dr Dicko a personnellement fait venir de Bamako le lait pour bébés qui était introuvable à Gao, du fait de la crise.

Six mois plus tard, le médecin contemple avec satisfaction la mère et les fillettes, venues lui rendre visite. Agaïchatou pense que «c'est un devoir pour moi de garder le contact, puisque le docteur m'a sauvé la vie !»

Agaïchatou avec deux de ses triplés en bonne santé.



LE NOUVEAU PIED D'AGALI

C'est en novembre 2012 que tout a basculé pour Agali. Au plus fort du conflit à Gao, le jeune homme de 25 ans reçoit une décharge de kalachnikov dans le pied droit. «La douleur était si déchirante que j'ai perdu connaissance», se souvient-il.

Transporté d'urgence à l'hôpital de Gao, Agali est pris en charge par le médecin du CICR. Une radiographie, et le verdict médical tombe : la nature de la blessure est telle que le pied doit être amputé. «Quand j'ai entendu cela, j'ai pensé que ma vie était finie. Comment vivre, comment retrouver du travail avec un seul pied ?», se souvient Agali. Pendant ce temps-là, sa famille insistait auprès de la sous-délégation du CICR à Gao pour que le blessé

soit évacué sur un autre hôpital où, espéraient-ils, l'amputation ne serait pas nécessaire.

Pourtant, les médecins, coordinatrice médicale du CICR comprise, étaient unanimes : impossible de sauver le pied. C'est alors que le chef de la sous-délégation du CICR à Gao, Attaher Maïga, est allé parler au patient. «Je lui ai expliqué qu'après l'opération, nous allions l'envoyer à Niamey pour lui mettre une prothèse qui lui permettrait de marcher à nouveau, et de vivre normalement», raconte-t-il. Agali se résout alors à l'amputation.

Une fois la blessure guérie et le patient devenu transportable, Agali est emmené au

Niger, et admis au Centre orthopédique de l'Hôpital national de Niamey, soutenu par le CICR. Là, les spécialistes l'appareillent avec une prothèse parfaitement adaptée à ses besoins, et lui réapprennent à marcher avec son pied artificiel. Comme Agali est une victime du conflit armé, tous ses frais médicaux, aussi bien à Gao qu'à Niamey, sont pris en charge par le CICR.

Aujourd'hui, qui ne connaît pas son histoire ne saurait deviner que le jeune homme marche à l'aide d'une prothèse. «Je suis plein d'espoir de reprendre le travail, et de recommencer une vie normale, dès que la situation économique se sera améliorée», dit-il avec détermination.



Salaha Mammou, 56 ans, a perdu ses moyens de subsistance suite au conflit au nord du Mali. Avec ses enfants et ses petits-enfants, elle survit grâce à l'aide alimentaire distribuée par le CICR

«JE SUIS ALLÉE À LA RECHERCHE DU CICR»

«Quand Gao est tombé aux mains des groupes armés, ma priorité était de mettre les enfants à l'abri. Ma fille aînée, qui était le principal soutien de la famille, s'est réfugiée au Niger avec mes deux autres enfants et ses propres enfants. Moi, je suis veuve, et j'ai décidé de rester». Assise sur une natte devant sa case, Salaha Mammou ajoute, avec un sourire : «Une vieille de 56 ans comme moi n'a pas besoin d'avoir peur de la mort. Si les enfants sont à l'abri, c'est le plus important, car ma descendance est assurée».

Avant le conflit, Salaha fabriquait des nattes à partir de feuilles de dattiers sau-

vages et les vendait au marché. Le produit, ajouté aux gains du petit commerce de sa fille, permettait à la famille de manger à sa faim, et aux enfants d'aller à l'école. Tout cela s'est écroulé, et la simple survie est devenue une lutte quotidienne.

Les problèmes se sont encore aggravés avec le retour de la famille du Niger, en début d'année. L'activité économique en ville était au point mort, et Salaha avait épuisé ses maigres réserves. Comble de malheur, elle souffrait désormais d'hypertension. «Je suis allée alors à la recherche du CICR, et je leur ai demandé de nous venir en aide. Ils ont accepté», dit-elle.

Comme la famille d'Agali, celle de Salaha en est à sa troisième assistance alimentaire. Jean Cimanga, délégué du CICR en charge de la sécurité économique dans la région de Gao, explique : «Depuis le début de l'année, nous avons assisté 25.600 familles vulnérables vivant à Gao, ce qui veut dire plus de 150.000 personnes. Nous avons également distribué des semences aux agriculteurs et lancé des activités génératrices de revenus, pour permettre aux familles vulnérables de se prendre en charge».

«C'EST UN GESTE QUI NOUS VA DROIT AU CŒUR»

La période de la soudure, qui au Mali va de mai à août, n'est pas seulement dure pour les êtres humains. Les troupeaux aussi souffrent, et des animaux squelettiques doivent être abattus. Facteur aggravant cette année, une économie fragile qui ne permet même pas aux éleveurs de vendre les animaux à des prix corrects. D'un autre côté, nombre de familles appauvries n'ont

simplement plus les moyens d'acheter de la viande pour améliorer leur ordinaire.

C'est en réponse à ce double problème que le CICR, en collaboration avec la Croix-Rouge malienne, a lancé, en juin, une opération dite de «déstockage» dans plusieurs régions du Mali. Le CICR achète les animaux faibles dans les villages à des prix permet-

tant aux éleveurs de continuer à entretenir le reste du troupeau et de couvrir leurs besoins essentiels. Après l'abattage des animaux achetés, la viande jugée propre à la consommation par les services vétérinaires et les peaux sont distribuées aux communautés vulnérables de villages, à des écoles, des hôpitaux, etc.



Taoufik Toure/CICR

A Nokara, dans la région de Mopti, au Mali, le CICR achète du bétail faible à des prix permettant aux éleveurs de continuer à entretenir le reste du troupeau et de couvrir leurs besoins essentiels.

Ainsi à Mopti, quelque 1.500 têtes de bétail (chèvres, bœufs, moutons) ont été achetées aux éleveurs au prix du marché, et la viande distribuée gratuitement à des familles vulnérables dans les cercles de Douentza, de Tenenkou et de Youwarou. Plus de 9.000 personnes ont bénéficié d'un apport en protéines très apprécié. De même, 5.000 têtes de bétail sont déstockées dans les régions de Kidal, Gao et Tombouctou, profitant à plus de 30.000 personnes.

JOIE DES BÉNÉFICIAIRES

Au village de Nokara, dans le cercle de Douentza, 250 personnes vulnérables sont réunies dans la cour de l'école. Elles ont été identifiées par une commission représentant la commune, les services vétérinaires de l'État, les éleveurs, et les femmes. Les heureux élus font la queue pour recevoir la viande de 20 petits ruminants et de quatre bovins, alors que des artisans sélectionnés

par la même commission obtiennent les peaux. Rien n'est perdu : certaines personnes repartent même avec les têtes des animaux.

Les bénéficiaires ne cachent pas leur joie. Ainsi d'Amadou Abdoulaye Dicko: «Le CICR a déjà traité et vacciné gratuitement nos animaux, et offert des aliments pour le bétail. Maintenant, voilà de la viande fraîche !

C'est un geste très humain, qui nous va droit au cœur».

LE MESSAGE QUI FAIT RENAÎTRE L'ESPOIR

C'est une journée de juin 2013, et l'équipe protection du CICR effectue une visite de routine à la Gendarmerie de Bamako. Ibrahim* est l'un des détenus visités individuellement. A la question de savoir si sa famille sait où il se trouve, Ibrahim est saisi par l'émotion. Très vite, il apparaît que son arrestation a coupé tout contact avec sa jeune femme et ses quatre enfants, deux filles et deux garçons, âgés de un à six ans.

«Il n'y a personne pour s'occuper d'eux, et mon père est si âgé qu'il n'est pas en mesure d'assurer leur entretien», dit le détenu, la souffrance et l'angoisse évidentes sur son visage. Et d'ajouter : «Je ne sais même pas s'ils sont toujours vivants, dans leur campement en plein désert».

Lorsque les délégués du CICR offrent à Ibrahim la possibilité d'envoyer à sa famille un «message Croix-Rouge», celui-ci dicte des salutations aux siens, leur demande de leurs nouvelles et leur dit de garder espoir.

Durant les jours suivants, le CICR, en collaboration étroite avec des volontaires de la Croix-Rouge malienne, finissent par repérer le petit campement au milieu du désert, à 180 km au nord de Gao, où la famille d'Ibrahim a pris refuge, avec d'autres déplacés internes, après avoir fui les combats dans leur région, proche de Kidal.

Lorsque les volontaires lisent le message d'Ibrahim, sa mère fond en larmes, alors

que le vieux père serre les messagers dans ses bras, tout en s'exclamant : «Vous avez fait un tel trajet pour nous apporter des nouvelles de notre fils, que vous ne connaissez même pas ! Dieu vous récompensera».

Quelques jours plus tard, Ibrahim recevait la réponse de sa femme, l'assurant que toute la famille allait bien, et disant son espoir de le retrouver bientôt. Le détenu ne cachait pas sa joie, et lançait aux délégués et volontaires de la Croix-Rouge : «Dès ma libération, vous êtes tous invités chez moi pour une fête !»

**Nom d'emprunt pour protéger son identité*



Station de production d'eau potable, Gao, Mali

A GAO, DE L'EAU PROPRE, ENVERS ET CONTRE TOUT

«Sans le CICR, il n'y aurait pas de vie à Gao». C'est ainsi qu'Abdramane Cissé, membre d'une cellule de crise mise en place par la société civile de la grande ville du Nord Mali, résume l'intervention du CICR pour assurer l'approvisionnement des habitants en eau et électricité, malgré le conflit armé.

Dès le début de la crise, au printemps 2012, l'arrivée du carburant indispensable à la production d'eau potable et d'électricité cesse dans la ville. «Les gens ont passé des journées entières sans une seule goutte d'eau au robinet. Les risques d'épidémie étaient réels, d'autant que le choléra est endémique chez nous», raconte Abdramane Cissé. Avec l'insécurité qui régnait dans la région, aucun transporteur ne se risquait à entreprendre les 1.200 km de route qui séparent Bamako de Gao.

Confronté à cette situation grave, le Cadre de concertation des notables de Gao, issu de la population et qui tente d'assurer un minimum de services de base, approche le

CICR. «L'enjeu était clair : il fallait éviter une catastrophe humanitaire», dit Abdoule-Karim Diomandé, coordinateur des activités eau et habitat au CICR. «Sans électricité pour alimenter les stations de pompage, pas d'eau. Nous avons donc décidé de fournir du carburant – pour la première fois dans l'histoire mondiale de l'institution – pour permettre aux équipements de fonctionner, aussi bien à Gao qu'à Kidal et Tombouctou. Du coup, ces villes ont aussi pu bénéficier de quelques heures d'électricité en soirée». Comme le CICR est respecté par les parties au conflit, ses convois de carburant, en provenance de Niamey ou d'Algérie, ont pu atteindre Gao sans encombre. L'institution a également effectué des achats aux fournisseurs locaux.

Depuis le 7 avril 2012, le CICR a fourni 150.000 litres de carburant par mois pour faire fonctionner la Centrale thermique qui produit l'électricité, dont dépend en partie la station de production d'eau potable. Cette dernière a reçu en plus 1.000 litres de

carburant tous les deux jours. L'institution a par ailleurs contribué à la maintenance des infrastructures existantes, comme le générateur de la Société malienne de gestion d'eau potable (SOMAGEP), en fournissant notamment des pièces de rechange.

Autre enjeu majeur : l'hôpital de Gao, seule structure de référence au nord du Mali, qui a ainsi pu disposer d'électricité tous les jours de 8h à 16h et de 18h à 20h30 à partir de la centrale thermique, ainsi qu'une dotation de 1.000 litres par mois pour compenser le manque causé par l'arrêt partiel de la centrale.

EXODE DE POPULATION ÉVITÉ

Disposer de quelques heures d'électricité comporte des avantages qui vont au-delà des urgences humanitaires, ajoute Oumar Damba, chef de la Centrale thermique: «Le soir, cela réduit l'insécurité. De plus, mécaniciens, tailleurs et autres métiers qui dépendent entièrement de l'électricité ont ainsi pu continuer à gagner leur vie».

Abdrmane Cissé va plus loin. «Ce n'est pas un hasard si Gao a fourni le plus petit nombre de déplacés recensés au Mali. La population est restée sur place grâce à la présence du CICR, qui nous a permis d'avoir de l'eau potable, des vivres, et un hôpital qui fonctionne. Sinon, la ville se serait vidée de ses habitants».

Avec la lente reprise de la vie normale, Energie du Mali (EDM SA), la société qui four-

nit l'électricité, va «encourager les usagers à recommencer à payer leurs factures, et lutter contre la prolifération des branchements illégaux», ajoute Oumar Damba, qui espère que le mois d'août verra un retour à la situation d'avant la crise. De son côté, le CICR amorcera un retrait progressif du programme de fourniture de carburant, permettant à EDM SA de reprendre ses responsabilités. En pratique, la quantité de carburant fournie par le CICR à Gao et à Tom-

bouctou diminuera de manière progressive à partir de juillet, et jusqu'en fin septembre, date à laquelle le CICR prévoit de se retirer définitivement de cet aspect de ses activités. L'opérateur EDM (Energie du Mali) s'est engagé à reprendre du service.

RESTER HUMAIN DANS LA GUERRE



Diffusion du DIH aux Forces armées maliennes, printemps 2013

Les civils et les militaires qui se sont rendus ou qui sont blessés doivent être épargnés, il est interdit de prendre pour cible des écoles, des hôpitaux ou encore des lieux de culte. Autrement dit, «même la guerre a des limites». Ces règles, et beaucoup d'autres qui visent à humaniser les conflits armés sont contenues dans ce qu'on appelle le Droit International Humanitaire (DIH), qui est reconnu par tous les pays sur la planète. C'est une des missions du CICR que de familiariser les porteurs d'armes, qu'ils soient membres des forces armées d'un État ou qu'ils appartiennent à des groupes armés d'opposition, avec son contenu.

Au Mali, le CICR informe et sensibilise régulièrement, les forces armées et de sécurité (armée, police, gendarmerie, garde nationale) ainsi que les groupes armés, au respect du DIH. Comme pour dire : «On ne peut pas mener une guerre humanitaire, mais on peut rester humain dans la guerre». En général, des séances sont organisées pour des officiers, sous-officiers et des militaires de rang des Forces armées maliennes. Signe de l'intérêt de l'audience, les questions fusent à chaque fois. Le DIH est-il réellement appliqué ? Quelles sont les sanctions prévues en cas de violation, et quelles sont les juridic-

tions compétentes ? Les instructeurs du CICR répondent à toutes. A la fin d'une journée de juillet 2013, les participants assuraient avoir beaucoup appris.

De janvier à fin juillet 2013, le CICR a sensibilisé au DIH plus de 2.600 membres des forces armées et de sécurité du Mali, ainsi que des contingents de la MISMA/MINUSMA à Bamako, Banamba, Ségou, Markala, San, Mopti et Gao.



Taoffic Touré/CICR

Tiemoko Koné, 72 ans, ancien secrétaire général de la Croix-Rouge du Mali à Mopti

TIEMOKO KONÉ, UNE VIE DÉDIÉE AU TRAVAIL HUMANITAIRE

Le premier secrétaire général du Comité régional de la Croix-Rouge de Mopti a passé 38 ans au service de l'institution, et gagné le sobriquet de "bibliothèque vivante de la Croix-Rouge à Mopti".

C'est avec l'enthousiasme d'un jeune homme que Tiémoko Koné, 72 ans, raconte son histoire d'amour avec la Croix-Rouge, qui débute en 1975, lorsque l'infirmier est approché par le Ministère de la santé pour créer un comité régional de la Croix-Rouge à Mopti.

Son premier défi : trouver des volontaires. Pas simple lorsqu'il "fallait tout expliquer sur la Croix-Rouge, sa mission et ses principes, depuis le début". Mais très vite, raconte Tiemoko, "j'ai pu mettre en place tous les comités locaux de tous les cercles de la région de Mopti". Ses talents de persuasion ont aussi bénéficié de "la présence à mes côtés d'un président intègre du nom

de Moussa Sidibé, paix à son âme. Avec lui, nous avons lancé nombre de projets utiles à la communauté".

Ainsi, le projet "Un espoir dans le désert", visant à reboiser tous les cercles de la région a démarré en 1995. Pour Tiemoko, qui est aussi un amoureux des motos, ce projet lui vaudra sa Yamaha 100. A l'âge vénérable de 20 ans, la motocyclette, qui trône devant le dispensaire de la Croix-Rouge, continue à conduire l'ancien secrétaire général sur les routes de Mopti et des environs.

Le dispensaire, pour la création duquel Tiémoko s'est personnellement investi, offre depuis 1995 des soins médicaux à prix réduits aux plus démunis. L'année dernière, le CICR en a assuré la rénovation complète, et c'est Peter Maurer, le Président de l'institution, qui l'a officiellement remis à la Croix-Rouge de Mopti.

MOMENTS INOUBLIABLES

"Les moments inoubliables n'ont pas manqué dans ma carrière, confie Tiémoko. Telle la grande sécheresse de 1972, lorsque nous avons dû assister des milliers de déplacés qui avaient fui le Grand Nord. Et je me souviendrai toujours des images touchantes des blessés affluant vers le dispensaire en 1986, suite au conflit qui a opposé deux communautés locales, l'une nomade, l'autre sédentaire. Les services de santé étaient débordés, et notre appui a été crucial".

Aujourd'hui, Tiémoko s'enorgueillit de son choix de carrière: "Le fait de m'être occupé des êtres les plus vulnérables me donne le sentiment d'avoir été très utile dans ma vie", dit-il simplement, en montrant un grand portrait de son idole, Henry Dunant, qu'il a peint lui-même.



Délégation de Bamako
Quartier Hamdallaye -ACI 2000 -Rue 239
BP 58 -Bamako - République du Mali
T +223 20 29 72 14 F +223 20 29 72 16
Email : bam_bamako@icrc.org www.icrc.org
©CICR, Août 2013

Sous-délégation de Gao
Quartier Château -Secteur 4, Rue 454
BP 126 -Gao -République du Mali
T +223 21 82 13 52 F +223 21 82 00 14
Email : gao_gao@icrc.org

Bureau de Mopti
Quartier Million KIN, rue 220 - Ville de Sévaré - Secteur II
T +223 21 42 16 70 F +223 21 42 16 77
Email : mop_mopti@icrc.org